

---

# Fiches

---

## Cadrage économique



## Avertissement

Sur les sites internet de l'Insee ([www.insee.fr](http://www.insee.fr)) et d'Eurostat (<https://ec.europa.eu/eurostat/home>) pour les données internationales, les chiffres essentiels sont actualisés régulièrement.

Les comparaisons internationales contenues dans cet ouvrage s'appuient sur des données harmonisées publiées par Eurostat, qui peuvent différer des données nationales diffusées par les instituts nationaux de statistique.

Les données chiffrées sont parfois arrondies, en général au plus près de leurs valeurs réelles. Le résultat arrondi d'une combinaison de chiffres (qui fait intervenir leurs valeurs réelles) peut être légèrement différent de celui que donnerait la combinaison de leurs valeurs arrondies.

## Signes conventionnels utilisés

...	Résultat non disponible
///	Absence de résultat due à la nature des choses
<i>e</i>	Estimation
<i>p</i>	Résultat provisoire
<i>r</i>	Résultat révisé par rapport à l'édition précédente
n.s.	Résultat non significatif
€	Euro
K	Millier
M	Million
Md	Milliard

## 1.1 PIB, croissance et déficit public

**E**n 2017, le produit intérieur brut (PIB) en volume accélère nettement (+ 2,2 % après + 1,2 % en 2016 et + 1,1 % en 2015). La croissance retrouve ainsi un rythme proche de celui observé avant la crise de 2008 (autour de 2 % par an en moyenne sur la période 2000-2007).

La production accélère de façon notable en 2017 (+ 2,5 % après + 1,5 % en 2016). La production manufacturière accélère (+ 2,1 % après + 1,7 %), mais demeure inférieure de 5 % à son plus haut niveau atteint en 2007. Sa progression s'accroît dans la plupart des branches, à l'exception de l'agroalimentaire qui ralentit (+ 0,3 % après + 0,7 %). Dans l'agriculture, la production se redresse après une très mauvaise année 2016 (+ 2,2 % après - 5,4 %). L'accélération de la production est très marquée dans la construction (+ 3,4 % après + 0,2 %) ainsi que dans la plupart des branches de services principalement marchands (+ 3,0 % après + 1,9 %).

En 2017, les dépenses de consommation des ménages en volume marquent le pas (+ 1,0 % après + 2,1 % en 2016). Toutefois, les dépenses de consommation sur le territoire national ralentissent plus modérément (+ 1,3 % après + 1,7 %) car le rebond des dépenses des touristes étrangers (+ 8,2 % après - 5,9 %) compense en partie la faiblesse de la consommation des ménages résidents. Les dépenses alimentaires se stabilisent (+ 0,0 % après + 0,9 %) tandis que celles en énergie diminuent (- 1,3 % après + 2,8 %) du fait d'une fin d'hiver 2016-2017 particulièrement douce. En revanche, les achats de biens manufacturés restent orientés à la hausse (+ 1,4 % après + 1,9 %) : les dépenses en matériels de transport (principalement d'automobiles) restent dynamiques (+ 4,1 % après + 7,4 %) et celles consacrées à l'habillement se redressent (+ 0,4 % après - 1,7 %).

La consommation des ménages financée par les administrations publiques augmente au même rythme qu'en 2016 (+ 1,7 %).

L'investissement de l'ensemble des agents économiques accélère nettement en 2017 (+ 4,5 % après + 2,8 % en 2016). Son niveau dépasse

désormais en volume celui de 2008. L'investissement des ménages progresse très fortement (+ 5,6 % après + 2,8 %) à cause d'achats très dynamiques de logements neufs. Malgré une diminution des livraisons de matériels militaires, l'investissement public accélère en 2017 (+ 1,4 % après + 0,2 %), porté par les dépenses en bâtiment et en travaux publics. L'investissement des entreprises non financières, déjà dynamique en 2016 (+ 3,4 %), accélère encore en 2017 (+ 4,1 %).

En 2017, les exportations accélèrent fortement (+ 4,5 % après + 1,5 %) et progressent plus vite que les importations (+ 4,0 % après + 3,0 %). En conséquence, le commerce extérieur contribue positivement à l'activité (à hauteur de + 0,1 point de PIB) pour la première fois depuis 2012. En revanche, en valeur, le solde extérieur se détériore sensiblement (- 7,0 milliards d'euros) en raison du rebond du prix des hydrocarbures.

En 2017, le déficit public au sens de Maastricht s'établit à 59,5 milliards d'euros soit 2,6 % du PIB, en amélioration de 16,4 milliards d'euros par rapport à l'année 2016 (3,4 % du PIB). Il retrouve pour la première fois depuis 2007 un niveau inférieur au seuil de 3 %. La part des recettes publiques dans le PIB augmente de 0,6 point grâce à un contexte économique favorable tandis que celle des dépenses publiques diminue de 0,2 point. Le déficit des administrations publiques centrales s'améliore de 11,5 milliards d'euros : le déficit de l'État s'améliore de 9,5 milliards d'euros, porté par des recettes liées aux impôts et cotisations sociales dynamiques (+ 6,0 %), et celui des organismes divers d'administration centrale (Odac) s'améliore de 2,0 milliards d'euros. L'excédent des administrations publiques locales se réduit de 2,2 milliards d'euros pour atteindre + 0,8 milliard d'euros. Les administrations de sécurité sociale deviennent excédentaires pour la première fois depuis 2008 : + 5,0 milliards d'euros en 2017 après - 2,2 milliards d'euros en 2016. Le poids de la dette publique dans le PIB progresse de 0,2 point pour atteindre 96,8 % (2 218,4 milliards d'euros). ■

### Définitions

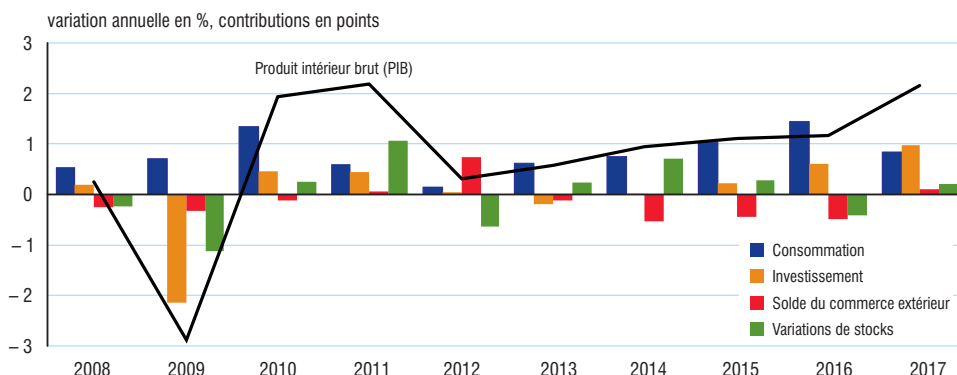
**Évolutions en volume** : dans les comptes nationaux, les grandeurs exprimées en volume (c'est-à-dire corrigées de l'évolution générale des prix) sont publiées aux prix de l'année précédente chaînés. Voir *annexe Glossaire*.

### Pour en savoir plus

- « Les comptes des administrations publiques en 2017 », *Insee Première* n° 1698, mai 2018.
- « Les comptes de la Nation en 2017 », *Insee Première* n° 1697, mai 2018.

# PIB, croissance et déficit public 1.1

## 1. Contributions à l'évolution du PIB en volume



Champ : France.

Lecture : en 2017, la consommation contribue pour + 0,8 point à la croissance du PIB.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

## 2. PIB et opérations sur biens et services

	Évolution en volume aux prix de l'année précédente (en %)			2017		
	2015	2016	2017	Évolution des prix par rapport à 2016 (en %)	Valeur (en milliards d'euros)	Contribution à la croissance du PIB en volume (en points de %)
<b>Produit intérieur brut (PIB)</b>	<b>1,1</b>	<b>1,2</b>	<b>2,2</b>	<b>0,7</b>	<b>2 291,7</b>	<b>2,2</b>
Importations	5,9	3,0	4,0	2,1	733,0	1,2
<b>Ensemble des emplois finals</b>	<b>2,2</b>	<b>1,6</b>	<b>2,6</b>	<b>1,0</b>	<b>3 024,7</b>	<b>3,4</b>
Consommation effective des ménages	1,4	2,0	1,1	1,1	1 592,8	0,8
<i>dont : dépenses de consommation :</i>						
<i>des ménages<sup>1</sup></i>	1,5	2,1	1,0	1,3	1 191,0	0,5
<i>individualisables des administrations publiques<sup>1</sup></i>	1,3	1,7	1,7	0,3	353,6	0,3
Consommation collective des administrations publiques	0,4	0,7	0,5	1,4	186,5	0,0
Investissement	1,0	2,8	4,5	1,2	515,9	1,0
<i>dont : entreprises non financières</i>	3,2	3,4	4,1	0,7	288,7	0,5
<i>ménages</i>	-1,5	2,8	5,6	1,9	120,9	0,3
<i>administrations publiques</i>	-4,6	0,2	1,4	1,7	77,5	0,0
Variations de stocks (en contribution au PIB) <sup>2</sup>	0,3	-0,4	0,2	///	21,7	0,2
Exportations	4,6	1,5	4,5	0,8	707,7	1,3

1. La dépense de consommation des ménages correspond aux dépenses que les ménages supportent directement. La dépense de consommation individualisable des administrations publiques est celle dont les bénéficiaires peuvent être précisément définis. Elle correspond à des prestations en nature (biens ou services) dont bénéficient les ménages (dépenses pour l'éducation et pour la santé par exemple).

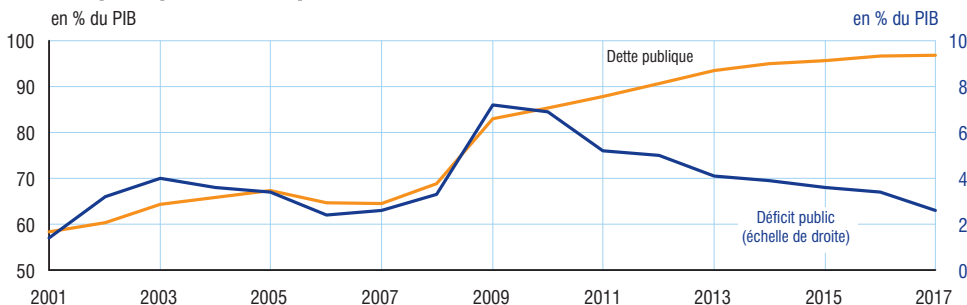
2. Y compris « acquisitions moins cessions d'objets de valeurs ».

Champ : France.

Lecture : en 2017, l'investissement contribue à hauteur de 1,0 point à la croissance du PIB.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

## 3. Dette publique et déficit public



Champ : France.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

## 1.2 Revenu disponible brut et pouvoir d'achat des ménages

En 2017, le **pouvoir d'achat du revenu disponible brut** (RDB) des ménages ralentit (+ 1,3 % après + 1,8 % en 2016). Si le revenu disponible en euros courants progresse plus fortement que l'an passé (+ 2,6 % après + 1,7 %), le rebond prononcé des prix (+ 1,3 % après - 0,1 %) (du fait notamment de la hausse du prix des hydrocarbures) limite la hausse du pouvoir d'achat.

La rémunération totale des salariés (y compris cotisations sociales employeurs) progresse plus vite en 2017 qu'en 2016 (+ 3,0 % en euros courants après + 1,7 %). Les salaires nets accélèrent (+ 3,0 % après + 1,8 % en 2016) tant en raison de la meilleure tenue de l'emploi salarié (+ 1,2 % après + 0,8 %) que d'une croissance plus forte du salaire net moyen par tête (+ 1,8 % après + 1,0 %). Les cotisations sociales progressent en lien avec l'évolution de la masse salariale. Les revenus des entrepreneurs individuels sont quasi stationnaires en 2017 (+ 0,1 %) et restent encore 8 % inférieurs à leur niveau de 2008.

En 2017, les revenus du patrimoine (constitués des loyers réels et des **loyers imputés**, ainsi que des revenus financiers) se redressent (+ 4,1 % après - 0,3 % en 2016). En effet, après trois années de baisse (- 15,9 % entre 2013 et 2016), les revenus tirés des placements en assurance-vie augmentent très fortement (+ 10,3 %). Par ailleurs, la poursuite de la baisse du taux moyen sur les crédits immobiliers se traduit par une progression de 3,7 % des revenus tirés des loyers (nets de services d'intermédiation financière). Enfin, les dividendes perçus par les ménages progressent modérément (+ 1,4 %).

Après avoir constamment ralenti entre 2012 (+ 8,9 %) et 2016 (+ 1,0 %), les impôts

courants sur le revenu et le patrimoine payés par les ménages accélèrent (+ 2,3 %), tirés à la hausse par des recettes supplémentaires de CSG.

Les prestations sociales en espèces reçues par les ménages progressent au même rythme qu'en 2016 (+ 1,9 % contre + 1,8 % en 2016). Les dépenses d'indemnisation du chômage décélèrent sous l'effet du ralentissement du nombre de chômeurs et d'une baisse du taux de couverture. En revanche, les prestations familiales et les dépenses d'assurance maladie accélèrent légèrement. Les prestations vieillesse augmentent au même rythme qu'en 2016.

Les **dépenses « pré-engagées »** sont celles réalisées dans le cadre d'un contrat difficilement renégociable à court terme (dépenses de logement ou de téléphonie par exemple). Leur part dans les dépenses de consommation des ménages a plus que doublé entre 1959 et 2009, mais reste relativement stable depuis. Elles représentent aujourd'hui près de 30 % du RDB des ménages. Le pouvoir d'achat du **revenu « arbitral » des ménages** augmente (+ 1,7 %) plus vite que le pouvoir d'achat du RDB pour la quatrième année consécutive. En effet, les dépenses de consommation « pré-engagées » sont moins dynamiques que le RDB des ménages (+ 2,2 % contre + 2,6 %).

Le pouvoir d'achat est une grandeur macro-économique. Pour approcher une mesure plus individuelle, il faut tenir compte du nombre et de la composition des ménages en rapportant l'évolution du pouvoir d'achat à celle des **unités de consommation** (UC). En 2017, le pouvoir d'achat du RDB par UC progresse de 0,7 % et revient à son niveau de 2009. ■

### Définitions

Le **revenu disponible brut des ménages** (RDB) comprend les revenus d'activité (rémunérations des salariés et revenu mixte) et les revenus du patrimoine, augmentés des prestations sociales hors transferts en nature et diminués des impôts et cotisations sociales versés. L'évolution du **pouvoir d'achat du RDB** mesure l'évolution du RDB, corrigée de l'évolution du prix des dépenses de consommation des ménages.

**Revenu « arbitral » des ménages** : différence entre leur revenu disponible brut et les **dépenses de consommation « pré-engagées »**.

**Loyers imputés, unités de consommation, dépenses de consommation « pré-engagées »** : voir *annexe Glossaire*.

### Pour en savoir plus

- *L'Économie française*, coll. « Insee Références », édition 2018.
- « Les comptes de la Nation en 2017 – Le PIB accélère (+ 2,2 % après + 1,2 %), le pouvoir d'achat des ménages augmente modérément », *Insee Première* n° 1697, mai 2018.

# Revenu disponible brut et pouvoir d'achat des ménages 1.2

## 1. Revenu disponible, revenu arbitrage des ménages et évolution de leur pouvoir d'achat par unité de consommation

		2013	2014	2015	2016	2017
<b>Revenu disponible brut (en milliards d'euros)</b>	<b>a</b>	<b>1 298,0</b>	<b>1 315,1</b>	<b>1 330,8</b>	<b>1 353,3</b>	<b>1 389,0</b>
Dépenses de consommation « pré-engagées »	b	386,7	386,9	393,8	399,1	407,8
Revenu « arbitrage »	a - b	911,4	928,2	937,0	954,2	981,2
<b>Évolutions (en %)</b>						
<b>Du revenu disponible brut</b>						
Du revenu « arbitrage »		-0,5	1,3	1,2	1,7	2,6
De l'indice du prix de la dépense de consommation finale des ménages		-1,6	1,8	0,9	1,8	2,8
De l'indice du prix de la dépense de consommation finale des ménages autre que « pré-engagée »		0,6	0,1	0,3	-0,1	1,3
		0,9	-0,2	0,0	-0,3	1,1
<b>Du pouvoir d'achat du revenu disponible brut des ménages<sup>1</sup></b>		<b>-1,2</b>	<b>1,2</b>	<b>0,9</b>	<b>1,8</b>	<b>1,3</b>
Du pouvoir d'achat « arbitrage » des ménages <sup>2</sup>		-2,5	2,0	1,0	2,1	1,7
Du nombre d'unités de consommation		0,7	0,7	0,6	0,6	0,6
<b>Du pouvoir d'achat du revenu disponible brut par unité de consommation<sup>1</sup></b>		<b>-1,8</b>	<b>0,6</b>	<b>0,3</b>	<b>1,2</b>	<b>0,7</b>
Du pouvoir d'achat « arbitrage » par unité de consommation <sup>2</sup>		-3,2	1,4	0,3	1,5	1,1

1. L'évolution calculée au sens de la comptabilité nationale est déflatée à l'aide de l'indice du prix des dépenses de consommation finale des ménages.

2. L'évolution calculée est déflatée à l'aide de l'indice du prix des dépenses de consommation non « pré-engagées » des ménages.

Champ : France.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

## 2. Du revenu primaire au revenu disponible des ménages

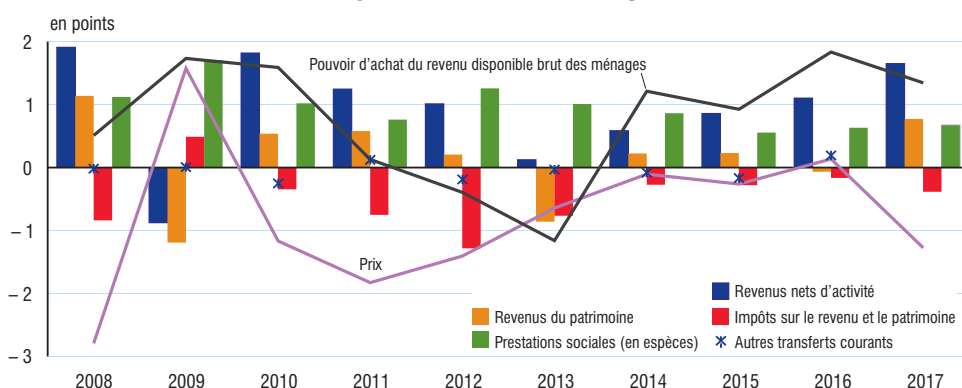
		En 2017		Évolution en valeur (en %)	
		Montant (en Md€)	Part dans le revenu disponible brut (en %)	2016	2017
Rémunération des salariés	1	1 216,2	87,6	1,7	3,0
<i>dont salaires et traitements bruts</i>		<i>890,3</i>	<i>64,1</i>	<i>1,9</i>	<i>3,1</i>
Revenu mixte	2	121,4	8,7	0,6	0,2
<i>dont entrepreneurs individuels</i>		<i>115,2</i>	<i>8,3</i>	<i>0,5</i>	<i>0,1</i>
Revenu du patrimoine	3	266,1	19,2	-0,3	4,1
<b>Revenu primaire</b>	<b>4=1+2+3</b>	<b>1 603,6</b>	<b>115,5</b>	<b>1,2</b>	<b>3,0</b>
Impôts sur le revenu et le patrimoine	5	-226,7	-16,3	1,0	2,3
Cotisations sociales salariés et non-salariés versées	6	-159,1	-11,5	1,9	3,2
<i>dont cotisations sociales à la charge des salariés</i>		<i>-128,7</i>	<i>-9,3</i>	<i>2,9</i>	<i>3,7</i>
Cotisations sociales employeurs versées	7	-325,8	-23,5	1,0	2,9
Prestations sociales reçues en espèces	8	495,4	35,7	1,8	1,9
Solde des autres transferts courants (reçus moins versés)	9	1,6	0,1	n.s.	n.s.
<b>Revenu disponible brut (RDB)</b>	<b>(4+5+6+7+8+9)</b>	<b>1 389,0</b>	<b>100,0</b>	<b>1,7</b>	<b>2,6</b>

Champ : France.

Note : la rémunération des salariés recouvre les salaires et traitements bruts et les cotisations sociales à la charge des employeurs.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

## 3. Contributions à l'évolution du pouvoir d'achat des ménages



Champ : France.

Lecture : en 2017, les revenus du patrimoine en euros courants contribuent pour + 0,8 point à la progression du pouvoir d'achat du revenu disponible brut des ménages, les prix ayant une contribution de -1,3 point.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

## 1.3 Consommation et épargne des ménages

En 2017, la dépense de **consommation des ménages** décélère en volume (+ 1,0 % après + 2,1 % en 2016 et + 1,5 % en 2015). Ce ralentissement intervient dans un contexte de modération du pouvoir d'achat des ménages (+ 1,3 % après + 1,8 % en 2016). En effet, l'accélération de leur **revenu disponible brut** (+ 2,6 % en valeur après + 1,7 % en 2016) ne compense que partiellement le rebond prononcé des prix (+ 1,3 % après - 0,1 % en 2016). Le revenu disponible brut des ménages augmentant plus vite que leurs dépenses de consommation, le **taux d'épargne des ménages** augmente de 0,3 point pour atteindre 14,3 %. La consommation effective des ménages, qui inclut les dépenses directement financées par la collectivité, augmente de 1,1 % en volume après + 2,0 % en 2016.

En 2017, la part des **dépenses « pré-engagées »** dans le revenu disponible brut baisse légèrement pour la seconde année consécutive pour atteindre 29,4 % (après 29,5 % en 2016). Les dépenses de logement, chauffage et éclairage représentent les trois quarts des dépenses « pré-engagées ». Les **loyers imputés** ralentissent légèrement (+ 1,0 % en volume après + 1,1 % en 2016) de même que la consommation effective en loyers réels (prenant en compte les aides au logement) : + 1,2 % après + 1,4 % en 2016. Les loyers directement pris en charge par les ménages, c'est-à-dire après déduction des aides au logement, ont évolué à un rythme proche des loyers imputés et réels (+ 1,3 %) après une croissance beaucoup plus dynamique l'an passé du fait de l'évolution des aides au logement. Les dépenses de chauffage et d'éclairage se replient en volume

(- 0,9 % après + 2,6 % en 2016), du fait notamment d'une année 2017 légèrement plus chaude que 2016 (+ 0,6 degré en moyenne annuelle) ainsi que d'un effet calendaire, l'année 2016 étant bissextile.

Portées par la reprise de l'économie en général et du tourisme en particulier, les dépenses en hébergement et restauration sont très dynamiques et poursuivent leur accélération (+ 4,7 % en volume après + 3,1 % en 2016). En 2017, les dépenses en transports, bien qu'en ralentissement par rapport à 2016 (+ 3,0 % en volume après + 4,2 % en 2016), sont dynamiques : portées notamment par le *leasing* automobile et le transport aérien, elles contribuent fortement à la croissance de la consommation des ménages. Les dépenses liées à la culture et aux loisirs poursuivent leur accélération en 2017 (+ 2,0 % en volume). Portée par la téléphonie mobile, la consommation liée à la communication accélère en volume dans un contexte de repli des prix. L'équipement du logement poursuit sa croissance en volume (+ 1,9 %) et l'habillement-chaussure rebondit (+ 0,6 % en volume après - 1,3 % en 2016).

La consommation alimentaire est à l'arrêt et la consommation de boissons alcoolisées et de tabac se replie dans un contexte d'augmentation des prix (notamment du tabac, première étape vers le paquet à 10 euros à l'horizon 2020). La dépense de consommation totale sur le territoire national est plus dynamique que la dépense de consommation des ménages résidents, car les achats des étrangers en France sont très dynamiques en 2017 après une très mauvaise année 2016. ■

### Définitions

Dans le système de comptabilité nationale, deux concepts de **consommation des ménages** sont distingués :

- la « dépense de consommation des ménages » recouvre les seules dépenses que les ménages supportent directement. Elle exclut ainsi les dépenses de consommation remboursées par la Sécurité sociale ou prises en charge par certaines allocations (par exemple logement).

- la « consommation finale effective » recouvre l'ensemble des biens et services consommés par les ménages, que ces derniers financent intégralement ou partiellement cette dépense.

Le **revenu disponible brut** des ménages correspond au revenu, après impôts et prestations sociales, que les ménages peuvent affecter à la consommation ou à l'épargne. Le **taux d'épargne des ménages** est le rapport entre l'épargne des ménages et leur revenu disponible.

Les **dépenses « pré-engagées »** désignent les dépenses réalisées dans le cadre d'un contrat difficilement renégociable à court terme. Voir *annexe Glossaire*.

**Loyers imputés** : voir *annexe Glossaire*.

### Pour en savoir plus

- « Les comptes de la Nation en 2017 – Le PIB accélère (+ 2,2 % après + 1,2 %), le pouvoir d'achat des ménages augmente modérément », *Insee Première* n° 1697, mai 2018.

# Consommation et épargne des ménages 1.3

## 1. Évolution de la consommation des ménages par fonction

	en %						Coefficients budgétaires <sup>1</sup> 2017
	Variations en volume au prix de l'année précédente						
	2012	2013	2014	2015	2016	2017	
Alimentation et boissons non alcoolisées	0,5	1,2	1,1	0,9	1,1	0,0	13,4
<i>dont produits alimentaires</i>	0,6	1,2	1,1	0,7	1,1	-0,2	12,2
Boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants	-1,7	-2,3	-2,1	1,3	0,2	-0,4	3,8
Articles d'habillement et chaussures	-2,2	-0,8	1,1	1,2	-1,3	0,6	3,8
Logement <sup>2</sup> , chauffage, éclairage	1,6	1,1	-1,2	1,1	1,5	0,7	26,6
Équipement du logement	-1,7	-1,7	0,3	2,0	1,7	1,9	4,9
Santé (dépenses à la charge des ménages)	2,2	1,7	1,7	2,0	2,8	1,3	4,2
Transports	-4,0	-2,0	-0,5	2,3	4,2	3,0	13,8
Communications	10,9	14,5	4,9	3,9	2,2	4,1	2,5
Loisirs et culture	-1,4	-1,7	1,5	1,3	1,8	2,0	8,1
<i>dont appareils électroniques et informatiques</i>	0,0	-3,0	2,7	0,8	4,0	-1,0	1,2
Éducation (dépenses à la charge des ménages)	2,2	3,5	1,8	2,9	1,9	0,5	0,5
Hôtels, cafés et restaurants	-0,8	-1,2	1,6	0,8	3,1	4,7	7,4
Autres biens et services	0,2	1,8	1,7	1,7	0,4	-0,2	12,4
<b>Dépenses de consommation des ménages</b>	<b>-0,5</b>	<b>0,5</b>	<b>0,8</b>	<b>1,5</b>	<b>2,1</b>	<b>1,0</b>	<b>100,0</b>
<b>Dépenses de consommation financées par la collectivité<sup>3</sup></b>	<b>1,6</b>	<b>1,4</b>	<b>2,1</b>	<b>1,4</b>	<b>1,7</b>	<b>1,7</b>	<b>///</b>
ISBLSM <sup>3</sup>	0,7	1,0	2,6	2,0	1,5	1,4	///
Administrations publiques <sup>3</sup>	1,7	1,5	2,1	1,3	1,7	1,7	///
<i>dont : santé</i>	2,7	2,5	3,7	2,6	3,8	3,2	///
<i>éducation</i>	0,4	0,4	0,9	0,6	0,6	0,6	///
<b>Consommation effective des ménages</b>	<b>0,0</b>	<b>0,7</b>	<b>1,1</b>	<b>1,4</b>	<b>2,0</b>	<b>1,1</b>	<b>///</b>

1. Le coefficient budgétaire représente la part de la dépense en valeur consacrée à un bien ou un service particulier (ou à une catégorie de biens ou services) dans la dépense de consommation des ménages. Pour que la somme des coefficients budgétaires soit égale à 100, il faut y ajouter le poids de la correction territoriale (différence entre les achats à l'étranger des résidents et les achats en France des non-résidents) : - 1,4.

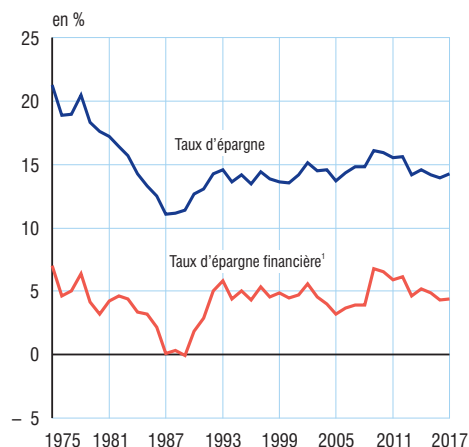
2. Y compris les loyers dits « imputés ».

3. Les dépenses de consommation financées par la collectivité regroupent les dépenses de consommation des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM : unités privées dotées de la personnalité juridique qui produisent des biens et services non marchands au profit des ménages, comme les organisations caritatives, les clubs sportifs, etc.), ainsi que les dépenses des administrations publiques en biens et services individualisables.

Champ : France.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

## 2. Taux d'épargne des ménages

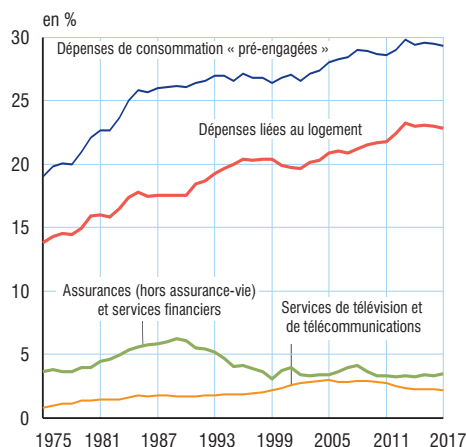


1. L'épargne des ménages peut être utilisée soit pour l'investissement, soit pour des placements financiers ou des remboursements d'emprunt. La capacité de financement des ménages correspond au solde de l'épargne et de l'investissement. Le taux d'épargne financière est le rapport de la capacité de financement au revenu disponible. Pour plus de précisions : voir *annexe Glossaire*.

Champ : France.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

## 3. Part des dépenses de consommation « pré-engagées » dans le revenu disponible brut



Champ : France.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.